

- des politiques publiques de prévention des IST et du sida qui prennent en compte les spécificités des populations ciblées
- la modification de l'article premier de la Constitution, assurant l'égalité des citoyenNEs sans distinction d'origine, de race ou de religion, pour y ajouter la notion d'égalité sans distinction de sexe, d'orientation sexuelle, d'identité de genre
- la condamnation des discriminations basées sur l'identité de genre de la victime
- la pénalisation des propos discriminatoires (injures, diffamation, incitation à la haine) transphobes, au même titre que le sont les propos racistes ou antisémites
- la mise en place d'une politique efficace de prévention de l'homophobie, de la lesbophobie, de la transphobie et du sexisme, notamment en milieu scolaire et dans les organismes accueillant du public (OFPRA, institution pénitentiaire, CNAM, Police Nationale...)
- le droit au mariage civil pour les couples de même sexe; l'extension aux couples homosexuels de l'ensemble des avantages (sociaux, fiscaux, séjour...) dont bénéficient les couples hétérosexuels
- l'égalité des droits entre les différents statuts civils et fiscaux : PACS, mariage, concubinage et célibat... vers des droits sociaux individualisés.
- l'accès à la procréation médicalement assistée et à l'adoption quelles que soient l'orientation sexuelle, l'identité de genre ou le statut marital du/de la ou des demandeurEs.

Gouines et pédés à l'offensive !
www.pantheresroses.org



**LES
 PANTHÈRES
 ROSES**

Marche des fiertés 2006

ÉGALITÉ DES DROITS, ET DES VRAIS DROITS

DIEU EST UNE LESBIENNE NOIRE

QUI N'EXISTE PAS :

ON VEUT TOUS LES DROITS !



Trente ans que l'on réclame des droits les uns après les autres, âprement négociés, souvent pas obtenus, jusqu'à ce beau jour en 2004 où des trans, des pédés et des gouines ont réclamé en bloc l'égalité des droits. On nous dit que l'on naît « libres et égaux en droit » mais en attendant, nous sommes maintenuEs dans un état de sous-citoyenneté.

Pendant ce temps là, on nous insulte, on nous agresse, et tout ça dans le cadre soi-disant universel de la République. Un mariage entre pédés : on nous crie « Les gouinasses dans les camps ». Un député qui déclare que l'homosexualité est « inférieure » à l'hétérosexualité, sans que son parti (l'UMP) ne s'en offusque outre mesure. A l'école, l'insulte favorite reste « sale pédé ». Et pourquoi pas ? C'est vrai quoi, les trans, les gouines et les pédés ne sont pas des citoyenNEs comme les autres puisqu'ils et elles n'ont pas les même droits !



L'égalité des droits est non négociable. Elle est le principe de base sans lequel l'inégalité se maintient juridiquement, socialement, fiscalement, médicalement, territorialement, etc. Et avec elle, toutes les discriminations.

Parce que nous ne sommes pas hétérosexuelLEs et/ou parce que nous avons refusé de nous conformer au numéro imposé sur notre carte vitale, nous devons essayer quotidiennement insultes, agressions, humiliations, vexations et précarité, cautionnées et entretenues par les institutions et les gouvernants. Nos sexualités qualifiées de déviantes et nos mauvais genres semblent pouvoir justifier des sanctions d'ordre social et juridique : concrètement, les trans n'ont pas le droit de changer d'état civil sans avoir subi d'opération de « réassignation chirurgicale » (opération du sexe qui correspond à une stérilisation) ; Camille et Monica se sont vues refuser le droit de se marier alors que leur état civil le permet ; la nationalité française est réservée aux seuls conjoints mariés hétérosexuels... sans parler des avantages fiscaux réservés au mariage.

Mais en attendant, tout le monde est contre les discriminations : paroles, paroles, paroles !

Et dans le même temps, la politique gouvernementale de ces vingt dernières années ne cesse d'affaiblir nos acquis sociaux et les solidarités collectives : démantèlement des services publics, précarisation du travail salarié, impossible accès au logement, etc.

En effet, pendant qu'on nous promet (si l'on excepte la droite qui s'y oppose toujours farouchement) le mariage et l'adoption (on attend de voir si ces promesses se concrétiseront un jour), on précarise notre droit à l'accès au travail ou au logement. Comment adopter s'il faut un F4 et un double salaire de cadre ?

On nous impose des politiques ultralibérales, racistes et moralosécuroitaires qui substituent une politique familialiste (solidarité privée) aux solidarités collectives. La famille et ses institutions (mariage, parentalité) sont présentés comme les seuls remparts possibles contre la précarité, affaiblissant par là même l'autonomie des individuEs. Quand tu es un trans précaire, tu restes chez ta mère. Si t'as pas assez de retraite, tes enfants t'aideront...

On veut l'égalité des droits : droit au mariage, à la parentalité, pour mettre fin aux discriminations juridiques, structurelles, institutionnelles, mais aussi symboliques... pour abolir les privilèges de l'hétérosexualité. On veut l'égalité des droits entre touTEs les résidentEs : droit à des papiers, droit de vote. On veut des droits sociaux garantis par la collectivité (en redistribuant les richesses et non pas en privatisant les droits) : droit au séjour, droit à la santé, droit au logement, droit à un travail et un salaire décent, droit à la retraite...

On veut tout maintenant : l'égalité des droits et des vrais droits :

- le droit de décider de son genre, son corps, son sexe, sa sexualité, sans entrave
- la dépsychiatisation des trans, le droit à l'auto-diagnostic
- le changement d'état civil avec ou sans opération
- la suppression de toute mention relative au sexe sur les papiers d'identité et documents administratifs
- l'accès aux soins pour toutEs, avec ou sans papiers, avec ou sans « moralité », et l'accès à une prise en charge médicale choisie, rapide et efficace

